

LÉGATION DE SUISSE EN GRANDE-BRETAGNE.

LONDRES

REFERENCE Té/ts

Problèmes asiatiques.18. MONTAGU PLACE,
BRYANSTON SQUARE, W.1.

Le 18 novembre 1950.

Monsieur le Ministre,

Je viens de m'entretenir de l'affaire coréenne avec M. Robert Heathlie Scott, qui cumule la double fonction de chef des "Far East" et "South East Asia Departments" au Foreign Office en l'absence de Mr. M.E. Dening, "Assistant Undersecretary of State", chargé récemment d'une "facts finding mission" en Extrême Orient.

Mr. Scott porte visiblement l'empreinte de vingt ans de Chine: extrême courtoisie des manières, tour un peu fumeux de la pensée. Certaines de ses considérations ne sont pas, néanmoins, sans intérêt et je crois utile de vous rapporter l'essentiel de notre conversation.

Corée:

Selon Mr. Scott:

- 1) Le Foreign Office n'a jamais admis que l'intervention chinoise en Corée du Nord ait été dictée exclusivement par le souci de protéger les usines électriques, en bordure de la frontière, qui alimentent les industries de Mandchourie. Pékin envisage sans aucun doute des objectifs militaires ou diplomatiques de toute autre importance.
- 2) Les Communistes chinois l'ont emporté de haute lutte sans une aide quelconque sauf les équipements japonais abandonnés à dessein par les Russes et les équipements

Monsieur le Ministre Dr. A. Zehnder,
Chef de la Section Politique
du Département Politique fédéral,
B e r n e .



américains arrachés aux armées de Chiang Kai-shek sur les Nationalistes puissamment aidés et conseillés par les Américains. Ils ont gagné la guerre sans même disposer d'une industrie lourde, la Mandchourie ayant été en partie démantelée par les Russes et Shanghai étant resté longtemps en dehors de leur rayon d'action.

3) Il en est résulté que les Chinois, qui ont déjà traditionnellement une haute opinion d'eux-mêmes se croient aujourd'hui de taille à risquer les plus audacieuses entreprises et ^{imaginent} que la Chine est imbattable tant que la masse du peuple soutient le Gouvernement.

4) Une guerre apparaît pour la Chine moins redoutable que pour tout autre pays. Le Gouvernement s'appuie essentiellement sur la paysannerie. Seule une médiocre partie de la population habite les grands centres. Le bombardement des vastes agglomérations urbaines resterait donc sans grand effet sur la volonté de résistance des masses.

5) Il est indéniable que les Chinois, en dépit des apaisements que leur prodigue Washington, ne croient pas à la bonne foi des Etats Unis. Depuis la guerre civile l'Américain est devenu l'ennemi No. 1 et sa présence en Corée suscite une émotion véritable dans la République populaire.

6) La xénophobie accoutumée des Chinois s'est exacerbée sous l'influence communiste. Nulle relation amicale n'est concevable avec des peuples qui ont juré de détruire le communisme par tous les moyens. Cet état d'esprit explique entre autres l'attitude de la Chine à l'égard de l'Amérique et des Nations Unies en Corée, à l'égard de la France en Indochine, de la Grande Bretagne en Malaisie.

A l'ouïe de ces propos j'aurais pu m'attendre aux conclusions les plus pessimistes. Il n'en fut rien.

En effet, mon interlocuteur, sans méconnaître la gravité de la situation, estime que d'autres considérations d'importance presque égale sont idoines à tempérer des appréhensions par ailleurs légitimes.

1) Les Chinois n'ont guère d'avantages à déclancher une guerre qui dégéné^{re}rait rapidement en un conflit généralisé. Les équipements et les armements dont ils disposent ne sont pas inépuisables. Sans doute l'aide de l'U.R.S.S. leur serait-elle assurée, mais d'abondantes livraisons de matériel de guerre pourraient également, à la longue, affaiblir la Russie et entraver sa préparation à la guerre.

2) Certes l'on peut émettre des doutes sur la véritable nature de l'aide militaire que la Chine fournit à la Corée. Le fait demeure que Pékin persiste à la qualifier de "volontaire". N'y a-t-il pas là un souci d'éviter l'irréparable ?

3) Il est fort possible que la Délégation chinoise, qui vole vers Lake Success, ne se refuse pas, comme le souhaitent Londres et Washington, à discuter au Conseil de Sécurité en marge de l'affaire de Formose, des relations générales entre la Chine et l'Occident.

* * *

Je demande à mon interlocuteur si le double propos de la Russie n'est pas:

1) d'engager les Etats-Unis en Extrême Orient pour détourner leur attention, retarder le réarmement de l'Europe et affaiblir leur potentiel de guerre;

2) de prévenir un rapprochement de la Chine et de l'Occident tout en clamant bien haut que le Conseil de Sécurité doit admettre sans retard la Chine communiste.

- 4 -

Selon Mr. Scott ces considérations anticipent sur les événements. Il incline à croire qu'elles contiennent une assez large part de vérité, mais se défend de tirer des informations dont il dispose des conclusions hâtives.

Quant au règlement final du problème coréen, mon interlocuteur le voit dans la création d'un Etat véritablement démocratique. Il ne peut s'agir ^{que} donc d'une entreprise à longue échéance, surtout que les événements impliquent l'ajournement "sine die" des élections générales, qui devaient doter le pays d'un gouvernement fondé sur la volonté populaire. Quoi qu'il en soit, la Commission des Nations Unies "for the Unification and Rehabilitation of Corea" qui gagnera prochainement Séoul, n'aura pas une tâche aisée.

J'objecte qu'il est difficilement concevable qu'une Corée livrée à elle-même et démocratique, dans le sens où nous l'entendons, puisse vivre longtemps en bonne intelligence avec ses deux puissants voisins. Soumise à une constante pression politique et économique, n'évoluera-t-elle pas rapidement vers la "démocratie populaire" ? D'autre part le maintien de troupes d'occupation serait certainement dénoncé dans toute l'Asie comme une nouvelle intrusion insupportable de l'Occident et ne ferait qu'amener de l'eau au moulin communiste.

Mon interlocuteur, sans réfuter mon argumentation, estime - sans doute avec raison - que cette double menace ne dispense pas l'UNO et les puissances intéressées de chercher à résoudre la question coréenne.

* * *

Mr. Scott me confirme que les événements actuels ne modifient en rien l'attitude de la Grande Bretagne à l'égard de la Chine sur le plan diplomatique. Les relations entre les deux Etats peuvent s'aggraver sans mettre en jeu la question de reconnaissance qui ne fait, dans

- 5 -

l'esprit du Gouvernement anglais, que constater en état de fait. La récente expulsion du Consul de Grande-Bretagne à Moukden n'a donné lieu à aucune protestation du côté britannique. Au surplus le Foreign Office reste persuadé que la reconnaissance de Pékin est le seul moyen de prévenir que la Chine ne s'isole de l'Occident et n'ait de porte ouverte que sur la Russie. Mr. Scott, tout en regrettant que Washington n'ait pas suivi l'exemple de Londres reconnaît que la Chine n'a rien fait pour faciliter un geste.

* * *

Formose:

Verlause
Selon mon interlocuteur la Grande-Bretagne est de l'avis que l'affaire de Formose doit être mise en "cold storage" tant que la situation ne sera pas éclaircie. La déclaration du Caire pourrait alors être remise en vigueur au profit de Pékin. Il ne resterait au Généralissime Chiang Kai-shek qu'à plier bagages en abandonnant l'île à Mao Tse-tung. Mr. Scott ne prétend pas que cette manière de voir soit partagée par le State Department.

* * *

Indochine:

= | Contrairement à certaines rumeurs, les Etats-Unis n'ont aucunement l'intention d'envoyer des troupes en Indochine. Ils se borneront, comme par le passé, à livrer du matériel de guerre.

Quant à la Grande-Bretagne, Mr. Scott dément catégoriquement les nouvelles de presse, selon lesquelles la France aurait demandé à la Grande-Bretagne quelques bateaux pour intercepter, le long des côtes indochinoises, les livraisons d'armes de la Chine au Viet-Minh.

- 6 -

Au surplus le Gouvernement français fera très prochainement sur l'Indochine une déclaration de toute importance. Mon interlocuteur ne peut en préciser le contenu.

Japon:

L'U.R.S.S. serait prête à engager des conversations sur le traité de paix avec le Japon et à entendre à ce sujet les propositions américaines; ce qui ne signifie nullement qu'un pas décisif ait été fait dans ce domaine.

Népal:

La Grande Bretagne s'en remet essentiellement au Gouvernement de New Delhi. D'après mon interlocuteur il s'agit à l'origine d'une querelle féodale. Selon mon collègue birman les Russes verraient la rébellion avec faveur; selon mon collègue népalais, frère du Premier Ministre Rana, il en serait de même des Indes. Mr. Scott croit que ces deux opinions sont conciliables. Les Indes tendent à favoriser l'introduction d'institutions plus démocratiques au Népal; l'U.R.S.S. serait naturellement heureuse que cette réforme s'institue sous le signe de la démocratie populaire.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'assurance de ma haute considération.

